

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18676 - 72ÈME ANNÉE

Ce soir, premier meeting régional du PCR de soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon

La responsabilité au coeur de la campagne présidentielle



À Saint-André comme partout dans l'île, le PCR est entré en campagne : soutien à Jean-Luc Mélenchon pour la responsabilité des Réunionnais.

Moins d'une semaine après son entrée en campagne suite à sa décision de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, le PCR organise son premier meeting régional pour l'élection présidentielle. Rendez-vous à 16 heures à Saint-Pierre, salle Colibri à Bassin-Plat.

Il y a une semaine jour pour jour, le PCR réunissait un Comité central élargi pour débattre de sa position pour l'élection présidentielle. Deux mois auparavant, le 9e Congrès du PCR avait adopté une ligne résumée dans le mot d'ordre « Rassemblement pour la responsabilité ». Un candidat permet de soutenir cette ligne, c'est Jean-Luc Mélenchon. Il propose en effet

qu'une Assemblée constituante écrive une nouvelle Constitution qui mettra fin au régime actuel : c'est le projet de 6e République. Cela signifie que la Constitution actuelle, et notamment le blocage imposé par l'alinéa 5 de l'article 73 n'existera plus.

Le PCR rappelle que la dernière Assemblée constituante à avoir siégé est l'institution qui a permis la dernière évolution statutaire de La

Réunion. Ce sont en effet les députés de cette assemblée qui ont adopté à l'unanimité la proposition de loi présentée par des députés de l'outre-mer dont Raymond Vergès et Léon de Lépervanche, visant à abolir le régime colonial en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à La Réunion.

Affrontements en Guyane

71 ans plus tard, ce régime est arrivé depuis longtemps à ses limites. Les politiques mises en place par les gouvernements qui se sont succédés dans ce cadre ont permis des avancées sur le plan social et sanitaire, mais ont provoqué la ruine de l'économie du pays. La Réunion est dominée par des groupes extérieurs, qui convertissent les transferts publics en profits privés. L'exemple de La Réunion n'est pas isolé, la Guyane agit comme un nouveau révélateur.

Le gouvernement veut rester dans le cadre, il propose donc des moyens financiers pour arriver à un rattrapage par rapport à la France, avec en premier lieu un plan d'urgence d'un milliard d'euros. Ces chiffres sont aussitôt contredits par les revendications des Guyanais qui estiment leurs besoins immédiats à plus de 3 milliards d'euros. Ils demandent également d'avoir plus de responsabilités, afin de gérer eux-mêmes les moyens pour leur développement.

Paris ne veut pas entendre cette revendication. Hier, la manifestation des Guyanais devant la préfecture de Guyane a débouché sur des affrontements. Ils sont le symbole de l'impasse.

Un nouveau cadre avec la 6e République

Dès le 28 mars, le PCR avait appelé un de nouveaux rapports entre l'outre-mer et le gouvernement, faute de quoi la situation en Guyane n'allait pas se débloquer : « plus que jamais, nous considérons que le moment n'est plus de régler les problèmes ponctuellement mais d'avoir une vision globale pour le développement du pays ». « Il est temps que les gouvernements français (l'actuel comme le prochain) comprennent que les outre-mer attendent de leur part une prise en considération de leurs peuples pour que ceux-ci soient les acteurs responsables du développement de leur pays. C'est un appel à la responsabilité qui s'élève de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique en passant par l'Océan Indien », indiquait le PCR.

L'élection présidentielle et les législatives qui suivent un mois plus tard sont une occasion pour changer ce cadre. Le PCR propose qu'une assemblée territoriale dotée

de compétences élargies, dont celle de gérer un fonds de développement, soit le principal outil de ce nouveau cadre. Il a donc choisi de placer la responsabilité au centre de la campagne présidentielle, et de soutenir le seul candidat capable de donner corps à cette responsabilité. Depuis que le PCR est entré en campagne, les distributions de tract et

les réunions de quartier montrent une adhésion dans la population. Le premier temps fort est prévu aujourd'hui à Saint-Pierre à 16 heures.

M.M.

Election présidentielle

Les communistes du Port mobilisés pour Mélenchon !

Suite à l'appel unanime lancé samedi dernier par le Comité Central extraordinaire et élargi du Parti Communiste Réunionnais, les militantes et militants se mobilisent dans tout le pays pour inviter nos compatriotes à voter en faveur de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. C'est le cas par exemple au Port, où ce vendredi matin plusieurs membres de la Section communiste se sont réunis au marché forain de l'Oasis pour distribuer des tracts du PCR à ce sujet.

À noter que l'accueil de la population fut très chaleureux lors de cette distribution et beaucoup de personnes ont félicité les militants communistes du Port pour cette mobilisation en faveur de Mélenchon afin de faire respecter le droit du peuple réunionnais à la responsabilité. À cette occasion, il y a eu aussi des échanges très positifs avec des militants du mouvement pour La Réunion Insoumise, également présents au marché forain du Port pour distribuer leurs tracts.

Une « rando vélo pour Mélenchon »

D'autres actions sur le terrain et dans divers quartiers portoises ont été programmées par le Comité de Section communiste du Port mardi dernier dans le cadre de cette mobilisation, et plusieurs d'entre elles ont déjà été menées avec succès. Une délégation portoïse participera aussi ce samedi à 16h au grand meeting régional dans le Sud organisé à ce sujet par le PCR à la salle Colibri de Bassin Plat à Saint-Pierre.

Parmi les rendez-vous à venir, on peut signaler également cette "rando vélo pour Jean-Luc Mélenchon" organisée par les communistes portoïse le samedi 15 avril prochain à l'occasion de l'autre grand meeting régional du PCR dans l'Ouest. Des cyclistes pédaleront donc ensemble du Port (stade Lambrakis) à Saint-Paul (resto "Chez Paul" à Savanna) de 8h à 9h pour faire avancer les combats du peuple réunionnais à l'occasion de la présidentielle 2017.

La section PCR de Saint-André en campagne pour Mélenchon

La Section PCR de Saint-André se mobilise en faveur de Jean-Luc Mélenchon. Les membres de la Section s'activent, ces jours-ci, à la distribution de tracts dans divers secteurs de la commune.

Ce vendredi, dans la matinée, plusieurs militants étaient aux côtés de Jacky The-Seng, le secrétaire de Section, sur le marché forain de la ville, pour échanger avec la population et pour une opération de diffusion du document du PCR appelant au vote Mélenchon, le 23 avril. L'accueil était favorable. La mobilisation se poursuit.

D'autres initiatives ont été prises lors de la réunion des militants, mardi dernier.

Paul Dennemont

Edito

« On est déterminés à prendre en main notre pays »

« Si nous sommes en Guyane française, nous devons vivre comme n'importe quel citoyen français ! », « Tout ce qu'on demande, c'est de pouvoir vivre bien, comme n'importe quel citoyen français. Si vous n'en êtes pas capables, partez ! « On est déterminés à prendre en main notre pays. » », tels sont les propos tenus par Manuel Jean-Baptiste, membre du collectif les Iguanes de l'Ouest, quelques minutes après les affrontements devant la préfecture de Guyane à Cayenne.

Une grande manifestation a en effet rassemblé un public nombreux devant le siège de la représentation de l'État, au lendemain de l'annonce du maintien de la grève générale par le collectif Pou la Guyane décollé. Le préfet a alors annoncé son refus de recevoir une délégation. Quant au directeur du CNRS, il n'était pas en Guyane pour rencontrer les manifestants. Cette rencontre était une des exigences de la délégation qui avait dormi cette semaine dans le centre spatial guyanais. Devant ce refus de dialoguer, des manifestants ont tenté d'entrer dans le bâtiment. En réaction, les gendarmes ont tiré des grenades lacrymogènes. Ce geste de répression traduit l'incapacité du gouvernement à vouloir répondre aux revendications portées par un mouvement de grève générale dans un département d'outre-mer. Il n'entame pas la détermination des Guyanais qui sont prêts à camper devant la préfecture.

Depuis le retour à Paris d'Ericka Bareigts, ministre des Outre-mer, le gouvernement table en

effet sur l'usure du mouvement pour essayer de le diviser pour l'affaiblir et maintenir le statu quo. Cette stratégie entretient l'impasse. Les négociations avec la ministre des Outre-mer à Cayenne ont été un échec, l'usage de la force contre des manifestants ne fait qu'amplifier ce constat.

Le mouvement des Guyanais a amené à l'irruption des outre-mer dans la campagne présidentielle. Elle a bouleversé les agendas de ministres qui pensaient camper dans leurs circonscriptions pour tenter de se faire réélire députés en juin prochain. L'intransigeance du gouvernement amène donc les Guyanais à demandé à assumer eux-mêmes plus de responsabilités. Le gouvernement est incapable de résoudre la crise. Les Guyanais estiment qu'ils peuvent mieux faire. Paris entendra-t-il cet appel ou persistera-t-il dans sa stratégie de pourrissement du conflit avec tous les dangers que cela implique ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Nigéria : le Directeur général de la FAO appelle à accroître l'aide humanitaire de manière urgente

Lac Tchad : 7 millions de personnes risquent la famine

Selon José Graziano da Silva, directeur de la FAO, il est primordial de restaurer les moyens d'existence pour se rétablir et relancer les efforts de paix dans la région du Lac Tchad.

«Il est essentiel d'intensifier immédiatement l'aide destinée aux communautés rurales menacées par la faim et vivant dans le bassin du Lac Tchad, une région déchirée par les conflits», a déclaré aujourd'hui M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, lors de sa visite dans l'une des zones affectées par les conflits, au nord-est du Nigéria.

«Nous ne pouvons nous passer de la prochaine campagne de semis car il n'y aura aucune autre récolte importante avant 2018. Si nous ne parvenons pas à relancer la production agricole dès maintenant, les souffrances liées à la faim s'aggraveront et se généraliseront, tandis que la dépendance à l'aide extérieure se poursuivra à l'avenir. Il est temps d'agir maintenant», a

indiqué M. José Graziano da Silva. La plus importante crise humanitaire en Afrique est le résultat de l'insécurité qui prévaut dans le bassin du Lac Tchad, qui englobe plusieurs régions du Cameroun, du Tchad, du Niger et du nord-est du Nigéria. Dans le cas du Nigéria, le conflit a forcé près d'1,9 million de personnes à quitter leurs domiciles et à abandonner leurs moyens d'existence agricoles.

Quelque 7 millions de personnes, à travers la région du Lac Tchad, risquent de souffrir gravement de la faim pendant la saison creuse et requièrent une aide alimentaire d'urgence et un soutien au niveau de leurs moyens d'existence.

«La situation actuelle s'explique en grande partie par les conflits et les

groupes armés qui ont détruit les vies et les moyens d'existence des populations de la région du Lac Tchad. Cela ressemble à une «infection opportuniste» qui s'étend dans un corps déjà faible, allant des problèmes sous-jacents de la dégradation de l'environnement, des sécheresses, à ceux liés à la faiblesse des investissements dans le développement rural et aux perspectives d'emploi et d'amélioration des moyens d'existence limités pour les jeunes (hommes et femmes). Nous devons agir sur les symptômes en rétablissant la paix et en traitant cette maladie, tout en rendant le corps plus fort. Il n'est question que de résilience», a souligné M. José Graziano da Silva.

La baisse des coûts favorise les investissements

Nouveau record en 2016 pour les énergies renouvelables

Le coût des technologies propres ne cessant de diminuer, le monde a atteint en 2016 des niveaux record en termes de capacité de production électrique par les énergies renouvelables, pour un niveau d'investissement 23% plus bas que celui de l'année précédente, d'après un rapport publié jeudi par l'ONU.

Ce rapport intitulé « Tendances Mondiales des investissements dans les énergies renouvelables » montre que les énergies éolienne, solaire, biomasse, à partir de déchets, géothermique, et hydroélectrique ont ajouté 138 gigawatts (GW) à la capacité globale de production d'énergie en 2016, une augmentation de 9% par rapport aux 127,5 GW créés l'année précédente.

Le rapport a été réalisé par le Centre de Collaboration Frankfurt School - PNUe pour le climat et le financement de l'énergie durable (BNEF), qui est une coopération stratégique entre la Frankfurt School et l'agence onusienne ONU Environnement.

Selon le rapport, l'investissement dans les énergies renouvelables a représenté environ le double de celui réalisé dans les énergies fossiles ; la nouvelle capacité de production ajoutée par les énergies renouvelables correspondante était égale à 55% de l'ensemble des nouvelles capacités, le rapport le plus élevé à ce jour. La proportion d'électricité issue des renouvelables, hors hydroélectricité à forte puissance, est passée de 10,3% à 11,3%, permettant d'éviter l'émission de 1,7 gigatonne de CO2.

L'investissement total a été de 241,6 milliards de dollars (hors hydroélectricité à forte puissance), niveau le plus bas depuis 2013. Ceci est en grande partie lié à la baisse des coûts : l'investissement moyen en dollars par MW pour le photovoltaïque solaire et l'éolien a chuté de plus de 10%.

« Les technologies propres toujours moins chères offrent une réelle opportunité pour les investisseurs », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONU Environnement Erik Solheim. « C'est exactement ce genre de situation, où se rejoignent les besoins des personnes et l'exigence de profits, qui mènera la transition vers un monde meilleur pour tous »

Questions et réponses : à propos du fonds de développement

Pourquoi nous réclamons un fonds de développement

C'est un des points qui doivent contribuer à notre sens à la mise en œuvre de la responsabilité des Réunionnais. Les autres composantes sont une assemblée avec les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre une stratégie de développement efficace. Le fond de développement sera alors, le bras financier de notre politique de développement.

Comment alimenter ce fonds de développement ?

Aujourd'hui c'est une coquille vide puisque ce fonds n'existe pas encore. Mais, une fois qu'il aura été créé, ça ne devrait pas être trop difficile de l'alimenter. A commencer par les subventions de l'Etat et de l'Europe puis par les taxes sur les gains des jeux de hasard . On peut aussi penser aux Réunionnais qui voudraient investir pour développer leur pays. Pourquoi ne pas penser aussi aux pays riverains de l'océan indien qui actuellement aident les pays de l'océan indien comme par exemple la coopération indienne et chinoise avec Maurice ou la Chine. Ainsi tout étonnant que cela puisse être, la Chine aide la COI à boucler ses fins de mois. Peut-être qu'alors La France se réveillerait un peu pour avoir une politique de coopération plus agressive qu'actuellement.

Qui gèrerait ce fonds ?

Le néo qui s'occupe de tout et de n'importe quoi ? Au risque de faire capoter des discussions difficiles comme il y a quelques jours en Guyane alors que les ministres ont essayé de signer des accords dans le dos des cinq cents frères. C'est la raison pour laquelle les Guyanais se sont orientés vers la réclamation d'un statut nouveau. Il s'ensuit que la réponse la plus saine est que ce fonds soit géré par le pays lui-même sous la surveillance de son peuple. Le peuple réunionnais en ce qui concerne le fonds de développement pour La Réunion. Le néo n'a rien à faire dans un organisme comme celui-là.

Un tel fonds serait-il doté de capacités importantes ?

Pourquoi pas s'il a la confiance des gens ! Pourquoi pas si les corrompus sont laissés de côté. Mé attention au néo qui sort par la porte mais rentre par la fenêtre.

(Le petit néo illustré, deuxième partie. Questions/réponses. A suivre)

Justin

In kozman pou la rout

« Pran pa pou l'arzan kontan »

Kosa i lé l'arzan kontan ? Sirman sé lo kontrèr l'arzan krédi. Pars krédi ou lé pa sir rovoir ali. Moin lé sir zot i souvien z'imaz bann ti boutik shinoi té i mèteb afishé : li té i vann kontan é sé in portré in komèrsan bien gra épi li téi vann krédi avèk in portré komèrsan bien mèg, bien faye. L'arzan kontan i apèl galman « l'arzan fé ». Donk i vo myé an avoir l'arzan kontan épi l'arzan fé plito ké l'arzan krédi. Astèr kosa sa i vé dir pou vréman si ni rogard pa solman lo sans prop ? Sa i vé dir, i fo pa fyé dsi in promès sansa in déklarasyon pars marshann parol sa i mank pa, dann la politik konm dann tout z'afèr. Méfyé aou kèl k'in i koz la boush rouvèr ! Ou i koné pa si l'aksyon va suiv l'intansyon déklaré. Alé ! Mi lèss azot kalkilé, ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Lo pti néo ilistré, dézyèm morso. Késtyon/ répons dsi lo fon dévelopman

Pou kosa ni réklam in fon dévelopman

Mi rapèl azot ni réklam sa dann in tout i apèl la responsabilité : in l'asanblé avèk lo bann pouvoir k'i fo, in bann konpétans asé gran pou pèrmète anou pran la sharj nout dévelopman dirab, épi in fon pou dévlop lo péi. Sé sak ni apèl larésponsabilité : ète réponsab pou nout déstin, pran lo bann mézir k'i fo, sou la komann lo pèp rényoné.

Koman i ranpli kokiye vid la ?

Zordi li lé vide vi ké li égzis pa mé domin na moiyn ranpli ali. Par koman ? Par l'arzan l'éta va mète pou dévlop anou, par l'arzan bann rényoné va mète pou dévlop z'ot péi, par in taks dsi l'arzan gagné dann zé d'loto épi lé z'ot zé. Ladan i pé an avoir osi l'ède bann péi déor dann in bon kopérasyon gagnan gagnan. La Chine i mète pa l'arzan pou ède La COI amenn son politik ? Pou kosa ni pouré pa bénéfisyé l'ède désèrtin péi l'oséan indien épi mèm pli loin.

Kisa i komann fon-la ?

Lo néo pars li bour son né partou ? La prèv bann négosyasion dann La Guyane la kapoté pars gouvèrnman té apré négosyé an misouk avèk désèrtin sèrvs épi désèrtin l'antropriz. Sé pou sa bann guyané la di, zot i vé pa dsa anplis ké, konm i di, lokont té pa bon. Donk kisa i komann fon la ? Sé bann réntyoné kisoï par in diréktoir lo fon pou aplik bann désizyon nout l'asanblé. Lo néo, li lé pa kapab fé lé shoz dann nout z'intéré é sa ni koné.

Sa i sava loin in fon konmsa ?

Li v'alé loin si li mérit la konfyans demoun pa. Pa si in bann min long i mète la min dodan. Pa si néo i sort par la port épi li rant pa r la fènète.

(lo pti néo ilistré-késtyon/répons lé a suiv)

Justin